



OPINION >>> Jean-Michel Severino,

directeur général de l'Agence française de développement (AFD) et membre du blog www.ideespourledeveloppement.org

Aide européenne, carrefour des intérêts globaux

Strasbourg accueillait les Journées européennes du développement ce week-end. C'est l'occasion de rappeler que l'Europe est un géant de l'aide au développement. L'Union européenne – États membres et communauté confondus – est le plus grand donateur de la planète.

Mais à l'heure où les opinions publiques européennes s'inquiètent pour leur pouvoir d'achat, certains s'interrogent sur l'utilité de cette solidarité à l'égard de continents tiers. En ces temps de difficultés économiques, les tentations d'un repli de l'Europe sur elle-même ne manquent pas. Pourtant elle a toutes les raisons de considérer avec fierté son action pour le développement.

L'aide publique au développement répond à une exigence humaniste : aider les plus démunis relève d'un impératif éthique de justice et de solidarité. Les différentiels de richesse ne cessent de s'accroître, un choc des extrêmes rendu d'autant plus intolérable, à l'heure des images instantanées, par notre perception accrue de cette « fracture sociale globale ». Ces inégalités s'avèrent sources de tensions grandissantes : multiplication des conflits dans l'accès aux ressources naturelles, déstabilisation d'États fragiles, drames humains lors de migrations.

La notion de « voisinage » se voit ainsi redéfinie. La mise à niveau progressive des régions qui nous sont proches est la condition

d'une stabilité accrue de nos propres pays. La

Face à des interdépendances constantes entre sociétés, l'aide devient un instrument de régulation.

construction européenne fournit justement l'exemple d'un espace où l'intégration économique s'est accompagnée de mécanismes de solidarité. Tout comme elle a eu intérêt, hier, à tirer la croissance de ses régions les plus faibles, l'Europe a aujourd'hui intérêt à accompagner la croissance des économies méditerranéennes et africaines.

L'actualité internationale le confirme : les crises climatiques, financières ou sanitaires ne connaissent pas de frontières. Dans un monde où les interdépendances vont croissant, le défaut de régulation dans un hémisphère peut se transformer en problème domestique dans l'autre. Or les pays du Sud sont au cœur des dérèglements mondiaux : s'ils en sont parfois l'origine, ils en sont aussi les premières victimes, et se trouvent au cœur des solutions. L'immense potentiel agricole africain ne constitue-t-il pas un élément de solution à la crise alimentaire mondiale ? La préservation de ses forêts l'une des réponses

au changement climatique ?

La protection des biens publics globaux que sont la santé, le climat ou la stabilité financière appellent des stratégies coordonnées. L'aide publique au développement, seule politique publique associant pays du Nord et du Sud, fournit une réponse à ces défis communs.

L'aide se trouve donc au carrefour des intérêts des donateurs et des bénéficiaires. Est-il illégitime de faire ce lien entre solidarité internationale et intérêts nationaux ? La motivation et la finalité d'une action, pour peu qu'elles concordent, peuvent se rejoindre pour le meilleur. À la dimension compassionnelle de l'aide, souvent ponctuelle, se substitue une vision plus systémique, de gestion d'un espace commun où le destin de chacun est lié à celui de tous. Face à des interdépendances constantes entre sociétés, l'aide devient un instrument de régulation à vocation permanente.

Aujourd'hui plus qu'hier, l'Europe peut porter haut ses valeurs de solidarité et sa volonté d'agir sur le monde qui l'entoure. Mais la réussite de cette politique suppose un effort de pédagogie auprès de ses citoyens, qui doivent connaître les raisons de cette action. C'est l'une des conditions de la poursuite d'une prospérité globale partagée.